

**Conseil syndical
29 et 30 janvier 2009
Bécancour**

Rapport du président

Cette année, la rentrée hivernale marque le début des travaux de préparation de la prochaine négociation dans les secteurs public et parapublic. Il aura fallu plus de vingt ans pour que notre syndicat puisse faire son travail en étroite association avec des organisations syndicales importantes qui sont maintenant formellement coalisées au sein d'une nouvelle force, d'une force incontournable : le Secrétariat intersyndical des services publics. Aujourd'hui, nous nous préparons à récolter les fruits de notre labeur en faveur de l'unité intersyndicale, pour réaffirmer notre droit de négocier et de conclure des ententes qui témoignent de la valeur de notre travail au service de la population.

Tout ce que nous ferons au conseil syndical, nous devons prendre soin de le faire connaître à la délégation et aux membres dans tous les ministères et organismes, parce que tout ce que nous ferons n'aura de pertinence que si les membres le voient et l'appuient. Pour que la négociation soit couronnée de succès au SPGQ comme ailleurs, elle devra s'appuyer sur une solide mobilisation des membres. C'est pourquoi, dans tous nos travaux, la mobilisation devra demeurer un sujet d'intérêt et d'investissement militant à toutes les étapes, depuis les premières où nous élaborerons notre cadre stratégique et nos revendications jusqu'à celles où nous déploierons les efforts requis pour contrer les abus législatifs et pour faire prévaloir la légitimité de nos demandes sur d'éventuelles mystifications patronales de la part d'un gouvernement qui verrait un terrain fertile dans la crise économique que nous subissons.

Cette fois-ci, la légitimité de nos revendications et notre solide cohésion feront obstacle aux attaques idéologiques et législatives du gouvernement qui, même en période de crise, ne pourra pas refaire le coup du cadre financier d'austérité. Nous savons maintenant que, pendant que nos salaires étaient gelés, certains s'en faisaient mettre plein les poches, non seulement dans les hautes directions des ministères et organismes, mais dans les entreprises à qui on a confié notre travail et qui, après avoir encaissé l'argent des contribuables, n'ont pas livré la marchandise.

Nous n'accepterons pas de nous faire dire qu'il n'y a pas d'argent pour financer l'embauche et les salaires dans les services publics alors que le gouvernement se prive volontairement de revenus et gaspille l'argent que la population lui confie. Nous savons mieux que quiconque les torts énormes que le gouvernement Charest a causés aux services publics, services publics

où nous travaillons quotidiennement et qui sont, surtout en période de crise, les plus puissants remparts contre l'écroulement social.

Nous affirmerons et démontrerons qu'il est beaucoup plus économique et justifiable de s'appuyer sur l'expertise et le labeur du personnel relevant directement des ministères et organismes que de dilapider les fonds publics dans toutes les avenues qui mènent au secteur privé.

Nous parlerons haut et fort d'attraction et de rétention de compétences, non pas pour proposer des expédients destinés à sauver la face mais des solutions durables et rentables aux douloureuses carences d'effectifs qui minent le potentiel de productivité et la valeur des services publics. Nous ferons la démonstration de la convergence de nos revendications et des attentes de la population, et nous placerons la négociation à l'enseigne de l'innovation et de l'efficacité.

Nous ouvrons un chantier qui fera appel à nos meilleures qualités, à nos plus grandes énergies pour signer de bonnes conventions collectives, placées à l'enseigne de l'intérêt public.

Bonnes délibérations.

Gilles Dussault
Président